

## La Coupe du Monde de football

VUE DE  
L'UNIVERSITÉ

Challenge sportif, sentiment d'appartenance nationale, argent, business, positionnement géopolitique... Les enjeux directs ou indirects liés au ballon rond sont nombreux. Que l'on aime ou pas le football, beaucoup d'entre nous suivent les matchs de Coupe du Monde. Pourquoi? Qu'est-ce qui anime tant les supporters et les pays participants? Qu'est-ce qui se cache derrière les rencontres sportives et leur organisation? Des experts de l'UNamur, issus de différents instituts de recherche, analysent ce phénomène.

Suite page 2



Page 4

### L'EXPERT L'immersion linguistique

La recherche  
de Laurence Mettwie



Page 5

### EURÉKA L'origine des parchemins d'Orval

La bio-archéologie autopsie  
le scriptorium de l'abbaye



Page 8

### L'INVITÉ Pierre Rion

Wallon un jour,  
Wallon toujours

# Coupe du Monde de football :

## Bien plus qu'une histoire de buts!

Suite de la page 1

**L**e coup d'envoi de la Coupe du Monde masculine de football a été donné le 14 juin. Depuis, nous sommes nombreux devant nos petits écrans, accompagnés ou pas d'autres supporters (d'un jour ou de toujours) à soutenir nos équipes fétiches. Aujourd'hui, le football est le sport le plus populaire au monde. C'est assez récent, sa popularisation s'est surtout développée dans le courant du 20<sup>e</sup> siècle. « Avant la Première Guerre mondiale, d'autres sports étaient très appréciés : la balle pelote, le cyclisme, la gymnastique », explique Axel Tixhon, professeur d'histoire contemporaine et membre de l'institut Patrimoines, Transmissions, Héritages (PaTHs). « Né en Grande-Bretagne dans des milieux universitaires plutôt élitistes, il n'était pas le sport répandu que l'on connaît aujourd'hui ». C'est à partir du premier conflit mondial que le football s'est fait connaître de toutes les couches de la population. En Belgique, il connaît son essor essentiellement après la Deuxième Guerre mondiale et s'inscrit, chose étonnante, dans la pilierisation de la société : « Les trois grands mouvements politiques de l'époque (clérical, anticlérical et socialiste) ont eu envie d'avoir chacun leurs propres fanfares et leurs propres clubs de football. C'est la naissance de clubs aujourd'hui emblématiques comme le Standard de Liège, ou encore le Cercle de Bruges », ajoute l'historien.

### Le foot, une mine d'or ?

À l'échelle mondiale, le football s'est donc fortement développé dès la première partie du 20<sup>e</sup> siècle. C'est la présence de la Grande-Bretagne dans le monde (via le Commonwealth) qui a fait en sorte que ce sport se développe et se popularise. Aujourd'hui, son succès est indéniable. Les supporters se comptent par millions. Les clubs se disputent les meilleures places dans les compétitions les plus prestigieuses. Des joueurs de renom s'échangent à prix d'or, tout comme certains entraîneurs devenus de véritables stars. Certains clubs sont même cotés en bourse, même si la rentabilité de ce mécanisme peut laisser à désirer. C'est l'avis d'Oscar Bernal, professeur de finance et membre de l'institut Development Finance & Public Policies (DeFiPP) : « Les clubs entrent en bourse principalement pour lever des fonds et pour pouvoir acheter des joueurs. Ceci dit, ce n'est pas parce qu'un club est coté en bourse que les performances sportives sont meilleures. Il existe aussi un indice boursier, le "STOXX Europe Football", mais sa performance est assez médiocre ».

En Belgique, un rapport récent du cabinet d'audit Deloitte consacré à l'impact des clubs de football professionnels sur l'économie montre que leurs recettes d'exploitation (billetterie, droits télé, sponsors etc.) ont atteint les 316 millions d'euros durant la saison 2016-2017. Indéniablement, le football est aujourd'hui inséparable de l'argent. Au niveau mondial, s'il est difficile d'estimer ce que représente l'économie mondiale du football, les chiffres avancés par certaines études donnent le tournis.



« Certaines évoquent le chiffre de 300 milliards de dollars, d'autres de 700 milliards. On doit certainement se trouver dans cette fourchette, entre quelques centaines de milliards et le millier de milliards de dollars », ajoute l'économiste. Que pèse la Coupe du Monde dans l'économie mondiale du football ? Des investissements, très nombreux, mais aussi des rentrées financières et des retombées économiques. Avec, presque à chaque fois, un bilan comptable plutôt négatif pour les pays qui l'organisent. « Organiser une telle compétition coûte excessivement cher. Ce sont des frais en infrastructures sportives, bien sûr, comme la création de nouveaux stades. Mais ce sont aussi des coûts en infrastructures liées au transport : la modernisation des aéroports, des autoroutes, des métros », décrit Alain Decrop, professeur de marketing et membre de l'institut Namur Digital Institute (NADI). « Et puis, il y a aussi l'organisation en tant que telle de la Coupe du Monde. Au total, cela coûte très cher au pays hôte. Pour la Russie, on parle d'un montant de 10 à 13 milliards d'euros ! ».

### La FIFA incontournable

La désignation du pays organisateur crée d'ailleurs la polémique. Avec en point de mire le rôle et le poids de la Fédération Internationale de Football (FIFA), chargée de cette mission. En mai 2015, elle est au cœur d'une affaire de corruption (aussi appelée le « Fifagate »). Quatorze personnes dont neuf hauts responsables de l'instance dirigeante du football mondial sont inculpées dans le cadre d'une enquête menée par le FBI pour racket et blanchiment d'argent. Les soupçons de corruption portent principalement sur les conditions d'attribution de plusieurs Coupes du Monde ainsi que sur des contrats de marketing. Depuis, elle a changé ses dirigeants et tente de se refaire une réputation. Ses principales rentrées financières sont liées à la plus importante compétition mondiale. Selon le rapport financier de la FIFA de 2017 : « Environ 90 % des recettes proviennent de la vente des droits pour la Coupe du Monde dans les domaines de la télévision, du marketing, de l'hospitalité et des licences ». Les frais d'hospitalité, ce sont les pays organisateurs qui les lui reversent. « Ce qui reste surtout des Coupes du Monde, ce sont des dettes importantes », commente Oscar Bernal. « De nombreuses études ont étudié le rendement financier

de ces compétitions. Ce qui apparaît, c'est que les coûts qu'elles engendrent, les investissements à consentir, sont mutualisés. Ils sont pris en charge surtout par les pays qui accueillent la Coupe du Monde. Les gains, eux, sont privatisés. Ils vont principalement à la FIFA ». Reste que les infrastructures construites ou rénovées dans le pays organisateur servent à plus long terme à la population locale. Et puis, un autre type de rendement apparaît : celui généré en termes d'image pour l'État organisateur. Ce dernier est mis en lumière pendant plusieurs semaines, il gagne en notoriété. Tout bénéfique pour le tourisme local. Les retombées économiques se font aussi ressentir dans les autres pays : « Plusieurs secteurs sont gagnants lors d'une Coupe du Monde. L'horeca, les paris sportifs, l'équipement électroménager, le secteur des articles de sport, les marques proposant des vareuses officielles du pays avec le logo de la FIFA, etc. », ajoute Alain Decrop.

« De nombreuses études ont étudié le rendement financier de ces compétitions. Ce qui apparaît, c'est que les coûts qu'elles engendrent, les investissements à consentir, sont mutualisés. Ils sont pris en charge surtout par les pays qui accueillent la Coupe du Monde. Les gains, eux, sont privatisés. Ils vont principalement à la FIFA »

Oscar Bernal,  
professeur de finance à l'UNamur

### Les supporters au rendez-vous

Des vareuses, il y en a par milliers dans les stades lors de chaque match du Mondial. Les couleurs des nations qui s'affrontent s'affichent d'ailleurs sur les vêtements, mais pas seulement. Drapeaux, casquettes, lunettes, écharpes, déguisements... Les supporters ne manquent pas d'idées pour montrer leur soutien et leur appartenance. L'ambiance qu'ils génèrent est souvent bon enfant. C'est un public différent des supporters de clubs locaux, qui vivent une relation « au quotidien » avec leur



équipe. Dans la manière dont les supporters de Coupe du Monde ont de se déguiser, on peut identifier plusieurs fonctions, selon Alain Decrop : « Il y a tout d'abord l'identification, le fait de se reconnaître entre soi, faire partie d'un groupe, celui des Belges par exemple. Puis, il y a l'expression. Cela peut passer par des perruques, des lunettes extravagantes ou des grimaces. Le but est d'être vu, de s'exprimer personnellement ou collectivement. Enfin, il y a la socialisation, la communion, le fait de briser la glace, d'échanger des moments de joie entre personnes qui ne se connaissent pas ». Car, dans le stade, il y a de grands moments d'émotion partagée. C'est indéniable. Et c'est cela aussi, le football. Certains matchs sont d'ailleurs très forts, selon Axel Tixhon, car leurs affiches rappellent aux spectateurs des moments clés de l'Histoire. « C'est le cas par exemple de tous les matchs France-Allemagne. C'est à chaque fois très fort, quelle que soit la période », explique-t-il. « Dans les compétitions sportives de cette envergure, les vieilles rancœurs ancrées dans les populations se réveillent, alors que la rivalité entre les gouvernements nationaux est gommée depuis longtemps. Lors de la Coupe du Monde au Mexique en 1986, le fait que la « petite » Belgique ait battu l'URSS, superpuissance mondiale, a beaucoup marqué les esprits! ».

### Le match dans le match

En parallèle à la rencontre qui se déroule sur le terrain, l'émotion et les sentiments peuvent être ressentis de manière très forte dans les gradins. « Le stade de football a toujours été un espace de liberté extrême. Les supporters s'y sentent déliés des règles habituelles. Cela peut se manifester par une importante bonne humeur, mais parfois aussi par une grave violence. Le drame du Heysel en est le triste exemple », ajoute Axel Tixhon. Comment expliquer de tels comportements? Selon Jean-Michel Longneaux, professeur en philosophie à l'UNamur, il s'agit de ressorts humains totalement inconscients et qui existent depuis la nuit des temps. Pour pouvoir former une communauté soudée, il faut une raison, c'est-à-dire un ennemi extérieur commun. « Même dans les sociétés les plus pacifiées, on retrouve ce mécanisme du bouc émissaire, mécanisme que René Girard a bien décrit », explique-t-il. Dans un match de football, l'ennemi contre lequel on s'unit, c'est l'équipe adverse. Et si on perd, ce sera le sélectionneur ou le footballeur qui a mal joué qui sera le nouveau bouc émissaire. Dès qu'on l'a identifié, on reforme une communauté contre lui. À un autre niveau, plus politique, la valorisation de l'équipe nationale belge, les Diables Rouges, crée une communauté de Belges. Celle-ci existe au-delà des tensions politiques entre le nord et le sud du pays. « On constate que d'un état à l'autre, le sentiment d'appartenance nationale n'est pas le même », précise Jean-Michel Longneaux. Quoi qu'il en soit, qu'on l'apprécie ou pas, le football n'est pas neutre. Il draine, à la fois, un réel plaisir chez les amateurs de ballon rond et une série de casseroles liées à l'argent, au manque d'éthique et aux scandales financiers. Il y a une véritable ambiguïté. Celle-ci porte un nom : « C'est l'ambiguïté de "pharmacon". En grec, ce mot à une double signification : le remède et le poison. Dans le cas du football, on voit qu'il véhicule à la fois des valeurs liées au sport et à la santé, mais aussi des images plus controversées ». Alors, faut-il croire que le ballon rond est totalement idyllique, éloigné de toute malversation? Faut-il voir derrière le football un sport totalement biaisé qui s'est éloigné de ses valeurs initiales? « Non », répond le philosophe. « Il ne faut pas porter de jugement univoque à son encontre. C'est le propre de toutes les entreprises humaines de porter en elles cette ambiguïté ».

Sophie Arcq

## La Russie au centre de l'attention mondiale

**Cette 21<sup>e</sup> édition de la Coupe du Monde masculine de football se tient en Russie. L'attribution de l'organisation de l'évènement, en 2010, avait suscité de vives critiques. Quels sont les enjeux, pour la plus grande nation du monde, d'accueillir cette compétition? Qu'a-t-elle à y gagner? Une image positive, assurément, mais peut-être pas seulement.**

**L**e 2 décembre 2010, la FIFA annonce que les éditions 2018 et 2022 de la Coupe du Monde de football sont respectivement attribuées à la Russie et au Qatar, ce qui constitue une première pour ces deux pays. Très vite, les réactions fusent de toutes parts. Les pays qui avaient aussi présenté leur candidature parlent de possible corruption, des soupçons sont émis à l'encontre de cette décision. Huit ans plus tard, la Russie accueille l'évènement. Pendant de longs mois, elle a mis les petits plats dans les grands, engageant des travaux pharaoniques. Les chantiers de rénovation ont même paralysé en partie sa capitale, Moscou, l'été dernier. L'enjeu principal pour le pays, c'est de montrer sa puissance aux yeux du monde entier. Toutefois, le contexte géopolitique a beaucoup changé sur la scène internationale, depuis l'attribution de la Coupe du Monde en 2010. « La Russie a, depuis sa désignation comme pays hôte, attaqué l'Ukraine et elle a envahi une partie de son territoire. Elle est devenue le principal allié de la Syrie de Bachar el-Assad. Enfin, on la soupçonne de s'être immiscée dans les élections présidentielles américaines de 2016 », décrit Thierry Braspenning-Balzacq, professeur de recherche Francqui en sciences politiques. Dans ce contexte, la Russie n'est toutefois pas en guerre avec tous les États participant à la Coupe du Monde, et son intérêt est précisément de prouver qu'elle est à la hauteur de l'évènement. « Elle veut montrer qu'elle est une nation mature, capable de dépasser les antagonismes militaires et diplomatiques et d'accueillir avec égard, et si possible avec éclat, l'ensemble des délégations ». Peut-on alors imaginer la reprise de certaines discussions diplomatiques, durant cette « trêve » sportive? Il ne faut pas prêter aux grandes compétitions des vertus démesurées, selon le politologue, même si elles peuvent permettre à des États politiquement éloignés de se mesurer avec respect sur le terrain : « Les effets d'une compétition sportive restent très éphémères. Le sport est moins l'épilogue d'une situation qu'une parenthèse plus ou moins fragile ». Pour accueillir l'évènement avec panache, la Russie a réalisé de très gros investissements. Cette Coupe du Monde serait d'ailleurs la plus chère de l'histoire. Elle est estimée à près de 13 milliards de dollars. « Il faut noter que les retombées économiques, elles, ne sont estimées qu'à 3 milliards », précise Alain Decrop. Un coup dur possible pour l'économie russe? On peut légitimement se poser la question, d'autant qu'elle ne se porte pas très bien et qu'elle s'inscrit dans un contexte international déjà tendu. « Le rouble se déprécie en raison des sanctions internationales imposées au pays (par les États-Unis, NDLR). Or, la Russie doit importer beaucoup de matériaux de construction. Tout ce que le pays importe lui coûte donc plus cher. Ajoutons à cela le fait que la Russie est un important producteur de pétrole et que le prix des matières premières se porte mal. L'économie russe ne va donc pas très bien », analyse Oscar Bernal. En 2017, la Russie a enregistré une croissance de son PIB de 1,5 %, alors que le gouvernement misait sur 2 %. « Tout l'enjeu pour la Russie, en se montrant à la hauteur durant la Coupe du Monde de football, est de se présenter comme une puissance mondiale... à la limite, coûte que coûte », conclut l'économiste.

S.A.



# Tous bilingues avec l'immersion linguistique?

La recherche de Laurence Mettewie

**L'immersion linguistique fête ses 20 ans d'existence en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), avec un succès croissant. Aujourd'hui près de 30 000 élèves en bénéficient dans la partie francophone du pays. Quel bilan en tirer pour les apprenants mais aussi pour les écoles ? C'est sur ces questions que se penche Laurence Mettewie, spécialiste de l'apprentissage du néerlandais, professeure de linguistique à l'UNamur et membre du Namur Institute of Language, Text and Transmediality (NaLTT), dans le cadre d'un important projet de recherche mené conjointement avec l'UCL.**

## Omalius : Qu'entend-on par immersion linguistique ?

**Laurence Mettewie :** L'immersion linguistique fait référence à l'apprentissage d'une langue en apprenant dans cette langue. C'est-à-dire que l'enseignement des mathématiques, des sciences, etc se fait non pas dans la langue de scolarisation habituelle mais dans une langue cible. L'immersion linguistique se pratique dans le monde entier. Mais chaque pays développe sa propre formule. C'est un peu comme pour faire un gâteau : il y a plusieurs recettes possibles avec les mêmes ingrédients de base (une langue cible, un choix de matières non linguistiques à apprendre, un temps et une intensité d'exposition). Chaque pays fait varier ces éléments en fonction de ses besoins, de ses attentes, de son contexte. Un des grands atouts de l'immersion linguistique, c'est donc sa flexibilité.

## O : Qu'en est-il de son application en Europe et plus précisément en Belgique ?

**L.M. :** En Europe, l'immersion linguistique est fortement développée parce que la Commission européenne considère que c'est l'une des manières les plus efficaces pour atteindre l'objectif « une + deux langues ». C'est-à-dire de connaître en plus de sa langue maternelle, deux autres langues de la communauté européenne. En Europe, ce type d'enseignement bilingue est appelé en français EMILE, pour Enseignement de Matières par Intégration d'une Langue Étrangère (CLIL en anglais). En Belgique, la situation est fort différente d'une communauté à l'autre, résultant du contexte socio-économique, historique et géographique de chacune. Côté germanophone, la formule tient compte de la situation géographique au cœur de la Région wallonne et à la frontière de l'Allemagne et de la Flandre, pour permettre une intégration maximale des jeunes sur les marchés du travail et dans l'enseignement supérieur (francophone). Du côté flamand, on a été extrêmement réticent à réintroduire une autre langue que le néerlandais dans la scolarisation. Cela tient du fait qu'ils ont dû batailler ferme pour que le néerlandais soit la langue officielle d'enseignement du primaire à l'université. Ce n'est que depuis 2014 que l'immersion linguistique, entre autres en français, est autorisée dans les écoles néerlandophones et uniquement en secondaire ! Pourtant, il y a une demande : en 2014, seules 24 écoles entraient dans la démarche alors qu'en 2018 on en compte plus de 80. En FWB, un décret a autorisé, dès 1998, l'immersion linguistique en néerlandais, anglais et allemand. Aujourd'hui 289 écoles (maternelles, primaires, secondaires) pratiquent cet enseignement. Et cela concerne environ 30 000 élèves.

## O : Comment expliquer cet engouement pour l'immersion en Wallonie et à Bruxelles ?

**L.M. :** Si le terme « d'échec de l'apprentissage des langues » est trop fort, on n'en déplore pas moins de grosses lacunes. Le niveau en langue des élèves à l'issue de l'enseignement secondaire est insuffisant par rapport aux attentes de la société et du secteur socio-économique. Or, connaître une autre langue est par exemple un atout majeur pour décrocher un emploi et progresser dans sa carrière. C'est pourquoi certains parents font le choix de l'immersion pour leurs enfants. En FWB, la demande est donc très forte et l'offre ne suit pas, entre autres par manque d'enseignants disposant des qualités linguistiques et pédagogiques.

## O : Depuis 2014, vous menez une recherche sur la thématique de l'immersion linguistique. Que vise-t-elle ?

**L.M. :** L'immersion pose une série de questions, qui sont partagées par de nombreux pays qui la pratiquent. Les élèves développent-ils une bonne maîtrise de la langue cible sans nuire à l'autre langue de scolarisation ? Pour quels aspects ? Intègrent-ils aussi bien les matières enseignées ? Y a-t-il des effets au niveau cognitif ou affectif ? Notre projet de recherche ARC *Assessing CLIL* mené avec l'UCL vise à évaluer de manière scientifique l'EMILE en Wallonie (anglais et néerlandais). Une des particularités de cette recherche, c'est son côté longitudinal et multidisciplinaire : on croise à plusieurs moments des données de psychologie cognitive avec des paramètres linguistiques, éducationnels et socio-affectifs y compris motivationnels, en tenant compte du profil individuel des apprenants. Plus de 900 élèves (EMILE et non EMILE) de 22 écoles ont participé au projet, tout comme des parents, des enseignants et des directions. Les croisements de données et analyses statistiques permettront d'obtenir des résultats originaux et fiables, qui pourront aussi être traduits en recommandations pour le monde enseignant.

## O : Quels résultats pouvez-vous déjà présenter ?

**L.M. :** Les premiers résultats ont été présentés lors de la mission royale belge au Canada et seront officiellement diffusés en 2019. Mais ce qu'on peut révéler, c'est qu'on observe des effets positifs « en EMILE », mais pas spécialement « de l'EMILE ». C'est-à-dire que lorsque nous constatons que le groupe des répondants en EMILE obtient, dans différents domaines, de meilleurs résultats, cela ne résulte peut-être pas uniquement de cette approche. Des facteurs connexes à EMILE peuvent jouer un rôle de stimulant. Autrement dit, l'immersion cristallise dans un contexte très spécifique tous les facteurs qui sont favorables à l'enseignement en général et des langues en particulier : par exemple, ces élèves motivés ont, dans un cadre stimulant, plus de contacts avec la langue, ils sont encadrés par des enseignants très engagés qui ont tout particulièrement soigné les méthodes d'apprentissage, etc. Il faut donc replacer des résultats favorables en EMILE dans une dimension multifactorielle. Il serait trop simple de croire qu'il suffit d'enseigner l'histoire en néerlandais pour que les élèves deviennent bilingues. La réussite de l'apprentissage d'une langue résulte de multiples facteurs.

## EMILE

Enseignement de Matières par Intégration d'une Langue Étrangère

Propos recueillis par  
Noëlle Joris

# L'origine des parchemins d'Orval

## LA BIO-ARCHÉOLOGIE AUTOPSIE LE SCRIPTORIUM DE L'ABBAYE

C'est une recherche particulièrement originale qui a débuté en septembre dernier à l'Université de Namur. Depuis des mois, historiens, physiciens, chimistes et biologistes analysent des échantillons de parchemins. Avec pour objectif de découvrir l'origine des peaux et l'espèce animale utilisée pour confectionner les livres manuscrits et les chartes de l'abbaye d'Orval durant le Moyen Âge. Comprendre cette origine permettra de mieux cerner les méthodes d'approvisionnement des moines, le processus de fabrication des manuscrits, et plus largement l'histoire de l'écrit dans cette abbaye cistercienne. La recherche bénéficie d'un financement de la Fondation Roi Baudouin.

« **U**n jour, au 13<sup>e</sup> siècle, un moine de l'abbaye d'Orval décide de rédiger un texte. Il choisit son encre ainsi que son support et confectionne un manuscrit. Huit siècles plus tard, nous tentons de savoir ce qui a conditionné ce choix ». Xavier Hermand, directeur du Département d'histoire, compare cette recherche transdisciplinaire à une sorte d'enquête. Avec ses collègues du groupe de chercheurs spécialisés dans l'étude des parchemins au sein de l'UNamur, *Pergamenum 21*, il essaie de déterminer pourquoi les moines cisterciens d'Orval ont choisi un type de peau plutôt qu'un autre, pour quels types d'écrits (livres manuscrits ou documents d'archives?) et comment ils se les procuraient. On sait en effet peu de choses aujourd'hui sur la fabrication des parchemins. Étaient-ils préparés au sein même du scriptorium de l'abbaye, ou achetés ailleurs (dans les abbayes voisines, ou plus loin en Europe)? Le mystère reste entier.

### Éclaircir un mystère vieux de huit siècles

On n'en sait, par ailleurs, pas beaucoup plus aujourd'hui sur l'histoire de l'écrit à l'abbaye d'Orval. « Nous pensons qu'il a existé un scriptorium sur le site, mais il n'aurait vraisemblablement fonctionné que sur une période assez limitée durant le 13<sup>e</sup> siècle », explique Jean-François Nieus, chercheur qualifié FNRS et porte-parole du centre de recherche Pratiques Médiévales de l'Écrit à l'UNamur. « Il y a donc à Orval des livres et des documents sur parchemin qui ont été fabriqués sur le site, et d'autres qui viennent de l'extérieur ». C'est l'une des nombreuses questions que cette recherche, financée par la Fondation Roi Baudouin (Fonds Jean-Jacques Comhaire), devra élucider. Pour ce faire, les chercheurs se sont penchés sur les supports encore existants. Pratiquement tous les livres manuscrits de l'abbaye d'Orval sont conservés aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale du Luxembourg. La collection des manuscrits issus de l'abbaye gaumaise visée par cette recherche représente un ensemble d'une soixantaine de volumes datant des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> siècles, auxquels s'ajoutent des chartes (documents d'archives) de la même période et qui sont quant à elles conservées aux Archives de l'État à Arlon.

### Une technique d'analyse non destructrice

Encore fallait-il trouver un moyen d'identifier la nature animale des parchemins sans détruire les supports. « Les recherches ADN traditionnelles, précises et riches en informations, sont en effet destructrices », précise Étienne Renard, professeur au Département d'histoire. « Elles sont de ce fait rarement envisageables pour l'étude des parchemins médiévaux ». Les chercheurs s'appuient, dès lors, sur des techniques d'analyse protéomiques, non destructrices quant à elles, développées par le laboratoire de bio-archéologie de l'Université de York (Grande-Bretagne), piloté par Matthew Collins, ainsi que sur l'expertise développée par Marc Dieu, au sein de la plateforme technologique MaSUN à

## L'abbaye d'Orval et son scriptorium

Bien connue pour sa bière trappiste et son fromage, l'abbaye d'Orval est un monastère cistercien (un ordre religieux créé au 12<sup>e</sup> siècle) avec une communauté monastique toujours en activité de nos jours. Implantée en Gaume (province du Luxembourg), elle a connu une longue histoire mouvementée. Sa bibliothèque a accueilli des ouvrages écrits par des auteurs de la fin de l'Antiquité et des 11<sup>e</sup> - 12<sup>e</sup> siècles, ainsi que des manuscrits de droit canon, d'histoire et de littérature antique. La bibliothèque a été relativement bien conservée au fil des siècles, alors que de nombreuses bibliothèques d'abbaye ont été brûlées ou pillées à la fin de l'Ancien régime. Aujourd'hui, il subsiste environ une petite centaine de ses précieux manuscrits médiévaux.

l'UNamur, qui regroupe des équipements de spectrométrie de masse. À York comme à Namur, avec des techniques toutefois différentes, les chercheurs sont parvenus à établir une base de données complète reprenant les marqueurs spécifiques identifiant avec certitude les espèces animales dont sont issus les parchemins. Pour déterminer de manière non invasive l'espèce animale des parchemins, on prélève des échantillons en gommant légèrement le support sur une zone non écrite, des épluchures de gomme avec des molécules de collagène provenant de la peau animale sont ainsi collectées sans dommage. « Cette étape cruciale a pris plusieurs jours. Nous nous sommes rendus à la Bibliothèque Nationale du Luxembourg afin de prélever des échantillons sur des centaines de parchemins. En tout, et c'est très important pour la cohérence de notre recherche, nous avons pu collecter 1048 échantillons », décrit Oliver Deparis, physicien à l'UNamur et coordinateur de l'équipe de recherche. Ces échantillons ont ensuite subi une série de traitements afin d'en extraire le collagène, avant d'être analysés par spectrométrie de masse avec des techniques différentes à York et à Namur.

### Les tout premiers résultats

Aujourd'hui, près de 20 % des échantillons ont déjà été analysés. Il faudra encore attendre un an environ pour terminer l'ensemble des analyses des échantillons collectés, et

dresser les conclusions définitives sur l'origine des peaux utilisées pour confectionner les parchemins de l'abbaye d'Orval. Selon Étienne Renard, « on pense qu'à cette époque on utilisait avant tout la chèvre en Italie, le veau au nord des Alpes et le mouton en Grande-Bretagne. Ce sont des études réalisées sur la production de bibles au 13<sup>e</sup> siècle qui ont montré ces spécificités par région ». Les chercheurs s'attendaient donc, assez logiquement, à retrouver surtout du veau dans les parchemins d'Orval. Or, selon les tout premiers résultats obtenus, le mouton semble aussi utilisé. « C'est plus surprenant, on ne s'attendait pas forcément à cela », s'étonne le médiéviste Jean-François Nieus. « Surtout que le mouton a une peau a priori plus grasse, et donne un parchemin esthétiquement moins satisfaisant pour la fabrication des livres », ajoute Étienne Renard. Reste à déterminer si les premiers résultats obtenus se vérifient par la suite. La prudence est de mise et de nombreuses questions sont encore à élucider. Après l'examen des livres manuscrits, la recherche portera dans un second temps sur les chartes de l'abbaye d'Orval. Là aussi, il s'agira de déterminer la peau utilisée pour en comprendre la provenance et le processus de fabrication.

S.A.

## L'équipe de recherche



- **À l'UNamur** : Oliver Deparis (centre de recherche Pratiques Médiévales de l'Écrit – PRAME), Xavier Hermand (PRAME), Étienne Renard (PRAME), Jean-François Nieus (PRAME), Angel Fernandez (postdoctorant, Département de physique), Julie Bouvy (assistante doctorante, Département de physique), Marc Dieu (Unité de Recherche en Biologie Cellulaire animale - URBC), Catherine Charles (BUMP).
- **Le reste de l'équipe** : Thomas Falmagne, Luc Deitz, Monique Kieffer (Bibliothèque Nationale du Luxembourg), Michel Trigalet (Archives de l'État, Arlon), Matthew Collins et Luke Spindler (Université de York).

# Nos produits du terroir ont une histoire

**Saucisson d'Ardenne IGP, Pâté gaumais IGP, Fromage de Herve AOP, ou encore Plate de Florenville IGP : autant de produits qui mettent l'eau à la bouche, mais qui mettent aussi le terroir wallon à l'honneur. Tous bénéficient en effet d'un label européen de type Appellation d'origine protégée (AOP) ou Indication géographique protégée (IGP). Un label qui ne s'obtient qu'en répondant minutieusement à un cahier des charges très exigeant. Procédé de fabrication, composition du produit, goût, odeur : tout est passé à la loupe. Y compris la notoriété actuelle et l'ancrage dans le terroir. C'est sur ce volet qu'interviennent Isabelle Parmentier, promotrice du projet, et Natacha Aucuit, chercheuse à l'UNamur, spécialiste de l'histoire de l'alimentation et membre de Institute of Life, Earth and Environment (ILEE). Elles sont aux côtés des producteurs wallons pour plonger dans les racines de ces produits du terroir.**

**D**ans le bureau de Natacha Aucuit au Département d'histoire, les étagères sur les murs réveillent, en un coup d'œil, l'appétit de ses visiteurs. Soigneusement alignées, des fardes affichent les dossiers sur lesquels la chercheuse travaille : « Boudin blanc de Liège », « Escavèche de Chimay », « Miel wallon », « Fraises de Wépion », ou encore « Viande de Blanc Bleu Belge ». Tous ces produits font ou ont fait l'objet d'un procédé de reconnaissance en tant qu'AOP, IGP, ou encore STG (lire ci-dessous). Soit des labels octroyés par la Commission européenne, visant à protéger et à promouvoir des produits agricoles européens présentant des caractéristiques particulières liées à leur origine géographique, ainsi que les produits traditionnels. Pour aider les producteurs à obtenir ces précieuses reconnaissances, la Région wallonne (DG03) a mis en place une cellule en 2011, baptisée AgriLabel depuis 2017, dans laquelle interviennent des chercheurs de l'Université de Liège Gembloux Agro-Bio Tech et de l'Université de Namur. Gembloux se charge notamment des aspects liés au procédé de fabrication et aux caractéristiques techniques et sensorielles du produit. À l'UNamur, Natacha Aucuit est chargée quant à elle d'établir l'ancienneté du produit, sa notoriété actuelle et l'antériorité de sa dénomination, ainsi que son lien avec le terroir. « C'est là que l'histoire intervient puisque l'on va se plonger dans des sources anciennes comme des vieux livres de cuisine, des dictionnaires, des publications d'agronomes, de chefs de cuisine, etc. L'objectif est de voir depuis quand ce produit est fabriqué, comment on le fabriquait, etc. On



Natacha Aucuit est chargée d'établir l'ancienneté du produit, sa notoriété actuelle et l'antériorité de sa dénomination, ainsi que son lien avec le terroir.

considère qu'il faut au minimum vingt-cinq ans d'existence, ce qui symbolise une génération, pour établir l'ancrage du produit dans son terroir », explique Natacha Aucuit. Des recherches qui permettent parfois de remonter loin dans l'histoire de notre gastronomie wallonne. « Souvent on s'arrête au 19<sup>e</sup> siècle, mais parfois nous avons de belles découvertes. Par exemple, pour la boulette (une sorte de fromage, NDLR) on a trouvé des mentions dans des documents comptables médiévaux », poursuit Natacha Aucuit.

## Un gage de qualité pour le consommateur

Une aide précieuse pour les producteurs wallons. « Pour obtenir le label IGP pour le Saucisson d'Ardenne IGP, il a fallu 17 ans », explique Laurence Beghin, productrice pour les Salaisons du Pont d'Amour (Dinant). « En Wallonie, nous sommes donc désormais une vingtaine de producteurs à pouvoir produire du Saucisson d'Ardenne avec le label IGP. C'est une démarche très longue et

très difficile et pour laquelle l'aide de la cellule AgriLabel est précieuse. Obtenir cette reconnaissance était très important car elle garantit au consommateur que nous produisons en respectant un cahier des charges très strict », poursuit-elle. Informer les consommateurs sur les caractéristiques spécifiques de ces produits est l'un des objectifs poursuivis par l'Europe en octroyant ces labels. L'intérêt est aussi de les protéger de toute imitation ou usurpation de nom de produit. Il en dépend le maintien de la diversité et de la richesse des produits régionaux.

Noëlle Joris

## Un Kot-à-projet pour défendre les producteurs wallons

À l'UNamur, les étudiants se mobilisent aussi pour mettre en avant les produits du terroir wallon. Créé en septembre 2017, le kot-à-projet, Kotélocal organise régulièrement sur le campus des activités et actions en faveur d'une alimentation durable. « Notre objectif est de montrer aux étudiants qu'il est non seulement bon de manger local et de saison, mais qu'en plus cela n'est pas si compliqué », explique Léa Escoutay, étudiante en biologie et membre du Kotélocal. Pour soutenir les producteurs locaux, chaque semaine, les étudiants de ce kot-à-projet assurent ainsi une journée de permanence au magasin de la coopérative Paysans-Artisans installé dans le centre de Namur. « Même si ce n'est pas le public le plus représenté du magasin, les étudiants sont de plus en plus nombreux à venir faire leurs courses. Peu à peu l'idée qu'on peut réaliser de bons plats à base de produits locaux et de saison fait son chemin dans l'esprit des étudiants. Et ils se rendent compte que cela ne coûte pas forcément plus cher ».

## LES DIFFÉRENTS LABELS EUROPÉENS

### L'Appellation d'Origine Protégée (AOP)

désigne un produit dont toutes les étapes de fabrication doivent avoir lieu dans une aire géographique définie, avec un savoir-faire reconnu et constaté. Elle témoigne d'un lien essentiel et exclusif entre les spécificités du produit et son terroir d'origine.

**Exemples :** le Beurre d'Ardenne AOP, le Fromage de Herve AOP ainsi que les vins Côtes de Sambre-et-Meuse AOP, Crémant de Wallonie AOP et Vin mousseux de Qualité de Wallonie AOP.

### L'Indication Géographique Protégée (IGP)

désigne des produits dont les caractéristiques sont étroitement liées à une zone géographique déterminée, dans laquelle se déroule au moins une étape de leur fabrication. Le lien entre le produit et son origine n'est pas exclusif. La réputation du produit peut suffire.

**Exemples :** le Pâté gaumais IGP, le Jambon d'Ardenne IGP, la Plate de Florenville IGP, le Saucisson d'Ardenne IGP et le Vin de Pays des Jardins de Wallonie IGP.

### La reconnaissance Spécialité Traditionnelle Garantie (STG)

permet de protéger une méthode de fabrication ou une composition traditionnelle d'un produit, sans lien avec une aire d'origine géographique.

**Exemples :** les bières Lambic STG, Kriek STG et Gueuze STG.

Sources :

 [www.agrilabel.be](http://www.agrilabel.be)

Pierre Rion

# Wallon un jour, Wallon toujours

Ardennais par ses grands-parents, carolo mais surtout ingénieur par son père qui travaillait aux ACEC (les Ateliers de Constructions Électriques de Charleroi), Pierre Rion a l'amour de sa Région chevillé au corps. C'est un homme de conviction, un battant, qui dès son service militaire crée sa première société de logiciel pour agences douanières, avant de travailler pour la gendarmerie dans le cadre de l'identification des victimes du Herald of Free Enterprise en 1987. La suite, c'est, notamment, Pairi Daiza avec Eric Domb et surtout IRIS avec Pierre De Muelenaere qu'il quitte après l'introduction en bourse de la société. Aujourd'hui, lui qui démarre ses journées à 5h30 du matin dit avoir trois vies : une vie de business angel où il est plus souvent angel que business, une vie de coach bénévole pour de jeunes entrepreneurs et enfin une vie de serviteur de la Région wallonne comme Président du conseil numérique et Président du fonds W.IN.G, entre autres.

**Omalius :** Quelles sont les valeurs qui vous guident ?

**Pierre Rion :** La chose la plus importante pour moi, c'est de montrer l'exemple, d'être irréprochable et d'une honnêteté sans faille, comme me l'a appris mon grand-père instituteur. Montrer l'exemple, c'est arriver le premier au bureau, ne jamais être absent, rester accessible à tous et ne pas être ostentatoire en étalant sa réussite. Il faut aussi pouvoir être altruiste et faire des choses gratuitement même si parfois on a l'impression que ce qui n'est pas payé n'est pas considéré. J'attends d'un porteur de projet qu'il réponde à une demande de rendez-vous même à 1h du matin. S'il n'est pas prêt à ça pour faire aboutir son projet, c'est déjà mal parti... À part ça, comme mes grands-pères, je suis un patriote convaincu, je suis ému jusqu'aux larmes quand j'entends le Chant des Wallons.

“  
Osez, osez même  
échouer, tous ceux qui  
ont réussi ont commencé  
par se planter.”

**O. :** Les universités sont-elles suffisamment connectées à la sphère économique et industrielle en Région wallonne ?

**P.R. :** De mon point de vue... pas du tout, c'est une catastrophe! On a des trésors dans les labos de nos universités, mais ils ne parviennent que très peu dans nos entreprises pour y être valorisés. Or, si le job des universités est de faire de la recherche, le développement industriel de cette recherche, c'est le job des entrepreneurs, pas celui des professeurs d'université, à quelques exceptions près. Bien sûr, il existe des interfaces dans les univs, mais ces structures sont trop près de l'université et pas

assez des entreprises. L'université et l'entreprise ont des temporalités différentes : c'est tout de suite pour l'entreprise et avec un temps certain de réflexion pour l'université. Il faudrait peut-être instaurer des fonctions de « délégué commercial universitaire » qui pourraient présenter, dans des délais rapides, des solutions, assorties de contrats, aux entreprises qui font des demandes aux labos universitaires.

**O. :** Quid de la relation Monde numérique/universités ?

**P.R. :** Dans le plan numérique, on a identifié des besoins en Big Data, en cybersécurité. On a demandé aux universités d'organiser des chaires dans ces matières et elles l'ont fait. Cela dit, je suis convaincu que les universités développent des tas de choses en recherche sur ces thématiques mais, une fois encore, que ces résultats n'arrivent pas aux entreprises qui en auraient besoin pour se développer.

**O. :** Faut-il être une grande structure pour être efficace ? Fusionner ou small is beautiful ?

**P.R. :** Il y a du pour et du contre. Je suis convaincu que si toutes nos universités étaient rassemblées sous un même label, nous aurions plus de visibilité, nous serions mieux cotés dans les rankings et donc nous pourrions être plus attractifs pour des chercheurs et des étudiants étrangers. Dans un modèle comme celui-là, il faudrait garder des spécificités locales comme l'informatique à Namur par exemple. Cette grande université qui fonctionnerait en silo (tel type d'études dans telle université) pourrait fonctionner à condition d'avoir un bon C.E.O. qui fasse prendre la mayonnaise. Donc yes, *small is beautiful* mais... l'Union fait la force!

**O. :** Que pensez-vous du slogan « Osons » choisi par Najj Habra, recteur de l'UNamur ?

**P.R. :** Excellent! C'est d'ailleurs la devise que j'ai choisie pour mon blason de Baron : « Sans oser, n'aucun succès ». J'en profite pour signaler que les Wallons osent de plus en plus tenter l'aventure de l'entrepreneuriat. Il y a dix ou quinze ans, je recevais un projet par semaine en tant que *business angel*. Aujourd'hui, c'est trois par jour! De même, auparavant quand on demandait dans un auditoire « qui veut lancer sa boîte ? », 10 % des étudiants levaient la main. Aujourd'hui on est passé à 50 %... même si beaucoup ne sautent pas encore le pas.

**O. :** Si vous aviez trois conseils à donner à des étudiants universitaires qui terminent leur cursus ?

**P.R. :** D'abord je leur dirais de... ne pas écouter leurs parents qui sont souvent un frein à l'esprit d'entreprendre. Ensuite je leur dirais... osez, osez même échouer, tous ceux qui ont réussi ont commencé par se planter. Enfin je leur dirais... soyez entrepreneur ou intrapreneur, c'est-à-dire, considérez le projet que vous donne votre patron comme une entreprise en soi qu'il vous appartient de faire évoluer.

**O. :** Que voudriez-vous qu'on retienne de vous ?

**P.R. :** Que j'ai essayé d'aimer ma Région, notamment en favorisant la circulation de l'argent pour qu'un maximum de gens en profitent. Thésauriser, ça ne sert à rien!

Propos recueillis par  
Olivier Hostens



© Syda Productions - stock.adobe.com

# L'informatique, un jeu d'enfant ?

La Faculté d'informatique de l'UNamur a développé une véritable expertise en didactique de l'informatique. Elle est d'ailleurs la seule université en Fédération Wallonie Bruxelles à effectuer des recherches dans ce domaine. Avec des applications concrètes pour les étudiants de la faculté mais aussi pour un public extérieur, composé notamment d'un panel d'élèves de l'enseignement secondaire.

L'objet n'est pas plus grand et à peine plus épais qu'une carte bancaire. Il ne pèse que quelques grammes et ne laisse apercevoir que deux boutons. En quelques (simples) manipulations, il permet toutefois d'initier ses utilisateurs à la programmation. Développé au Royaume-Uni par la BBC, le micro:bit est un mini-ordinateur initialement développé pour les enfants de 10-12 ans. Mais aujourd'hui, il est distribué aux quatre coins du monde, et est utilisé tant par un public scolaire que par des adultes. Et depuis septembre 2017, il se retrouve également entre les mains de tous les étudiants de BAC 1 de la Faculté d'informatique de l'UNamur. Nom de code de l'opération : « micro:PUNCH », en référence au programme PUNCH développé à l'UNamur qui vise à soutenir et à promouvoir une pédagogie innovante, active et participative, qui soit adaptée à la société et aux étudiants du 21<sup>e</sup> siècle. « Tout part en fait du constat qu'en première année du master en informatique, nous sommes face à un public très hétérogène, avec des étudiants qui ont déjà des bases en programmation, d'autres qui n'en connaissent rien ou pas grand-chose », explique Benoît Frenay, professeur à la Faculté d'informatique, « mais de manière globale, on observe des difficultés à comprendre certains concepts liés à la programmation, perçus comme abstraits. Notre souhait est de leur proposer un outil tangible, manipulable pour

faciliter l'apprentissage de la programmation, avec des applications concrètes ». De là est donc venue l'idée de fournir à chaque étudiant un micro:bit. « Il leur permet de se familiariser avec le codage et certaines notions comme les variables. Ils l'utilisent pour des exercices à réaliser en cours et chez eux. Ils doivent par exemple programmer le micro:bit pour qu'il puisse envoyer un signal d'alarme à un autre micro:bit lorsqu'il détecte le dépassement d'un seuil de température ». Un côté ludique qui plaît aux étudiants. « Les premiers retours de la part des étudiants sont nuancés, mais encourageants. Sur le plan pédagogique, on voit que cela permet de contourner certaines difficultés d'apprentissage », poursuit Benoît Frenay. L'opération sera dès lors reconduite et renforcée l'an prochain, avec une utilisation prévue lors de séances de travaux pratiques.



## Une mallette numérique pour les enseignants

L'expérience en didactique de l'informatique développée au sein de l'UNamur sort aussi des murs de la Faculté. Plusieurs écoles de l'enseignement secondaire en région namuroise en bénéficient, grâce au projet School-IT. Ce projet est porté conjointement par la Faculté d'informatique et le

Département enseignement et technologie (DET) qui unissent leurs compétences en didactique de l'informatique et en pédagogie pour proposer ce projet innovant en Fédération Wallonie-Bruxelles. « School-IT développe une mallette numérique originale à destination des enseignants souhaitant s'essayer à l'enseignement de l'informatique dans le premier degré du secondaire », détaille Julie Henry, chercheuse en didac-

tique de l'informatique à l'UNamur. Cette mallette numérique contient ainsi une dizaine d'activités « clé-sur-porte », de courte durée et pour la plupart indépendantes les unes des autres. L'enseignant peut, de ce fait, facilement mettre en place une ou plusieurs de ces activités au sein de sa classe, soit en empruntant le matériel nécessaire à la Faculté (en l'occurrence, des micro:bits acquis dans ce but), soit en utilisant leur propre matériel (robots thymio, Makeblocks, etc.), les activités étant très facilement transposables. Le projet a démarré en septembre 2017 et est testé au sein de cinq écoles namuroises, lauréates d'un projet « École Numérique ». « Et nous espérons renouveler l'expérience l'an prochain avec de nouvelles écoles en étoffant encore notre mallette », ajoute Julie Henry. Ces deux projets, micro:PUNCH et School-IT, s'inscrivent dans une réflexion de fond menée par la Faculté d'informatique sur les méthodes d'apprentissage du numérique et de l'informatique à l'université ou dans l'enseignement secondaire. « On se questionne notamment sur le minimum vital de connaissances en informatique qu'un étudiant de fin de secondaire devrait avoir à l'heure actuelle. Ce sont des réflexions qui se heurtent au manque de formation en informatique dans l'enseignement obligatoire », fait remarquer Benoît Frenay. Selon le Conseil wallon de la Politique Scientifique, le nombre de jeunes s'orientant vers les études en informatique est insuffisant en Wallonie. Pourquoi ce manque d'attrait pour l'informatique ? L'image réduite qu'ont les jeunes de l'informatique pourrait-elle être une cause possible ? C'est en tout cas une des hypothèses sur lesquelles reposent les réflexions menées à Namur et sur lesquelles des projets pédagogiques innovants sont développés.

N.J.

## Du colloque à l'ouvrage scientifique

Outre les projets micro:PUNCH et School-IT, la Faculté d'informatique de l'UNamur multiplie tout au long de l'année les activités destinées à sensibiliser les étudiants, les enseignants ou encore le grand public à l'informatique et au numérique ainsi qu'à leurs apprentissages. En octobre dernier, par exemple, elle participait ainsi à l'opération #WallCode lancée par la Wallonie. Une opération qui vise à sensibiliser élèves et enseignants aux sciences informatiques, à la logique algorithmique et aux langages de programmation.



© Sergej Kulkshaus - stock.adobe.com

Elle partage aussi son expertise avec d'autres scientifiques au travers de publications et à l'occasion de conférences ou colloques internationaux. Elle participe notamment chaque année au colloque Didapro-DidaSTIC (Didactique de l'informatique et des STIC) qui s'intéresse aux questions liées à l'enseignement et à l'apprentissage de l'informatique sous ses différentes formes. L'édition de 2016, organisée à l'UNamur, a d'ailleurs débouché sur la parution d'un ouvrage « Comment éduquer à l'informatique et au numérique à l'école ? » publié par les Presses Universitaires de Namur (PUN).

La Faculté d'informatique est également très active dans l'organisation de la conférence « educode » qui se déroulera à Bruxelles du 27 au 29 août 2018. L'occasion d'aller présenter les résultats des différents projets liés à l'enseignement de l'informatique à un public moins initié et peut-être de générer des nouvelles collaborations...

## En savoir plus :

<https://school-it.info.unamur.be/>

# L'UNamur au Burkina Faso

Près de 5 800 kilomètres séparent Namur de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Les liens entre les universités des capitales wallonne et burkinabè sont étroits depuis des décennies. Ils seront bientôt renforcés par un accord. Focus sur les projets d'échange et de coopération entre l'UNamur et le Burkina Faso.

## La création de l'École Supérieure de Droit de Ouagadougou : l'impulsion namuroise



À la fin des années 1970, une expertise menée pour Antoine Humblet, Ministre de l'Éducation nationale, dans le cadre d'une coopération avec la République de Haute-Volta (l'actuel Burkina Faso) démontre les carences de la formation juridique dans ce pays d'Afrique occidentale. Elle en conclut à l'opportunité de créer une Faculté de droit dans la capitale.

Le doyen namurois de l'époque, Étienne Cerexhe, répond favorablement à l'appel du gouvernement belge et fonde l'École Supérieure de Droit de Ouagadougou. Celle-ci ouvre ses portes en octobre 1978. Dès ce moment, plusieurs membres de la Faculté de droit de Namur dispensent des cours à ce qui est devenu aujourd'hui l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences Juridiques et Politiques (UFR/SJP) de Ouaga II. C'est toujours le cas actuellement. À l'inverse, des étudiants de Ouaga II ont suivi et suivent encore des formations à Namur. Plusieurs y ont même présenté une thèse de doctorat. En avril dernier, Dominique Kabré, le Directeur de l'UFR/SJP et docteur en sciences juridiques de l'Université de Namur, est venu à l'UNamur dans le cadre d'un projet Erasmus + Dimension Internationale qui lie les deux institutions. Il a dispensé plusieurs cours, dont un aux étudiants Master de Spécialisation en Droit des Technologies de l'Information et de la Communication.

## Un projet de formation continue en droits de l'homme



Parmi les professeurs de la Faculté de droit de l'UNamur se rendant régulièrement au Burkina Faso, il y a Jacques Fierens. Spécialisé en philosophie du droit et en droits de l'enfant, il donne chaque année des cours aux étudiants du Master de recherche en droit privé fondamental de l'UFR/SJP au sein de Ouaga II. Par ailleurs, il dispense également un cours de droits de l'enfant au sein de l'UIFIC, l'institut de formation continue de cette même université. C'est dans ce cadre qu'un projet va bientôt être lancé, celui d'une formation continuée en droits humains. Ce projet a été proposé par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il rassemble plusieurs universités belges. Jacques Fierens et Quentin Van Enis y représenteront l'UNamur. Ce dernier, chargé de cours, est spécialisé dans les questions qui touchent à la liberté d'expression et à la liberté de la presse et, plus généralement, à la protection des droits fondamentaux dans l'univers numérique. La formation sera proposée dès 2019 pour une durée totale de cinq années sous la forme de quatre semaines de séminaires et en collaboration avec des professeurs et des chercheurs locaux.

## Les changements climatiques et leurs impacts sur les migrations humaines



Un autre exemple de projet développé entre l'UNamur et le Burkina Faso est la recherche menée actuellement au Département de géographie par Florence de Longueville. Dans le prolongement des travaux menés depuis plusieurs années par Sabine Henry, professeure au sein du département, le travail actuel porte sur deux axes novateurs : 1) la différenciation des effets des conditions pluviométriques sur les migrations dans les communautés locales, 2) la perception des changements climatiques par les populations dans la décision de migrer. « Au Burkina Faso, il faut savoir que la migration est vraiment une tradition. Elle est causée par les saisons sèches. Les changements climatiques impactent fortement

ce pays, les populations n'ont pas d'autre choix que de se déplacer », explique Florence de Longueville. En février 2018, Florence de Longueville a participé à la première conférence internationale sur l'état de la recherche sur les migrations environnementales en Afrique de l'Ouest qui s'est tenue à Ouagadougou. Il est apparu que peu de chercheurs locaux travaillent sur cette thématique. Actuellement, la chercheuse travaille sur des bases de données météorologiques et socio-économiques existantes. Des collaborations sont initiées avec l'Université de Ouagadougou et l'Institut Supérieur des Sciences de la Population, afin de collecter de nouvelles données sur le terrain et d'enrichir la réflexion avec les connaissances et les apports de chercheurs locaux.

## La mobilisation des ressources domestiques



Romain Houssa, professeur en économie à la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion et chercheur au sein du Centre de Recherche en Économie du Développement de l'UNamur, a lui aussi tissé des liens étroits avec le Burkina Faso. Béninois d'origine, il considère le Burkina Faso comme son deuxième pays africain de cœur. Il a notamment fait ses études de master recherche à l'université de Ouagadougou et depuis il entretient diverses collaborations avec les chercheurs de cette université. Il a par exemple participé à un jury de thèse de doctorat. De même, il collabore avec des chercheurs de cette université dans le cadre du programme ACROPOLIS qu'il coordonne sur les questions de financement du développement (BeFinD). Ce programme de recherche appuie les politiques des acteurs belges de développement y compris dans les pays partenaires de la coopération belge comme le Burkina Faso. Dans les thématiques abordées, on retrouve les questions relatives à la mobilisation des ressources domestiques, particulièrement les taxes : « Nous nous intéressons à plusieurs études de cas menées au Burkina Faso. Une recherche ambitieuse, par exemple, de comprendre comment le gouvernement pourrait mettre en place des politiques qui permettraient d'améliorer la pression fiscale du pays tout en évitant d'accroître les inégalités », décrit Romain Houssa. Pour mener à bien ce projet, des contacts sont noués avec les acteurs locaux, notamment les experts de l'Institut de la Statistique et du Ministère des Finances. Des échanges ont également eu lieu avec des universitaires locaux ayant collaboré à cette recherche.

## Un accord de coopération institutionnalisé



Si les projets liant l'UNamur à l'Université de Ouagadougou II existent longtemps, aucun accord « officiel » n'avait encore été signé entre les deux institutions. Ce sera chose faite dans quelques mois. Cet accord de coopération a été rédigé à l'initiative de Romain Houssa. Il permettra désormais de faciliter encore les échanges d'étudiants, de collaborateurs et de chercheurs; de mener de nouvelles missions d'enseignement et de recherche; de coorganiser de nouvelles formations. Cet accord-cadre est une base institutionnelle importante entre les deux institutions. « Il va permettre d'ouvrir des portes pour de nouveaux projets ensemble », s'enthousiasme Romain Houssa. Cet accord de coopération devrait être signé durant ce mois de juin par Naji Habra, le recteur de l'UNamur, et Adjima Thiobiano, le président de l'université de Ouagadougou II.

S.A.



Le jour où...

# 30 ans d'enseignement à horaire décalé en économie et gestion

En 1988, deux professeurs visionnaires, engagés pour leur Région, lançaient à Namur le Département des études à horaire décalé à la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion. 30 ans et 700 diplômés plus tard, le succès des programmes de bachelier et de master pour adultes en économie et gestion ne s'essouffle pas, bien au contraire. Retour sur cette aventure faite d'innovations et de collaborations.

Années 1980 à la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion. Effervescence visionnaire dans le bureau de deux professeurs passionnés. Ils s'apprêtent à écrire les premières lignes de ce qui allait devenir une success story. Robert Deschamps et Michel Mignolet, alors tous deux des figures importantes du *Groupe Économie Wallonie* créé en 1981 à la Faculté (actuellement le *Centre de recherches en Économie Régionale et Politique Économique*), croient dur comme fer en leur Région. Ils sont convaincus que son redéploiement passe notamment par une plus grande qualification des travailleurs. Acteurs de l'enseignement, ils décident de s'investir à leur échelle. L'idée ? Proposer aux adultes déjà intégrés dans la vie active la possibilité de suivre des études universitaires après leur travail via l'aménagement d'un programme de cours adapté sur le plan de l'horaire bien sûr, mais aussi de la pédagogie (ce qui n'existe pas tel quel dans le paysage universitaire francophone). En offrant ainsi aux Wallons une seconde chance d'aller à l'université, le projet des professeurs Deschamps et Mignolet constitue une belle démarche sur le plan social tout en rencontrant l'objectif économique d'ajustement de l'offre de travail à la demande.

## Un écosystème particulier

Après cet important travail de préparation, c'est finalement en 1988 que la grande aventure commence : une formation en horaire décalé voit le jour au cœur de la capitale wallonne, aux Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix. Elle est, au départ, assez généraliste, avec une emphase sur le secteur non marchand. Elle est baptisée « Formation pour Adultes en Sciences Économiques et Sociales » (FASSES). Spécificité namuroise : le programme de cours et l'organisation de ceux-ci collent aux maximum au public visé. Sans sacrifier la qualité de l'enseignement et la valeur du diplôme, il est en effet tenu compte du bagage dont les étudiants disposent déjà vu leur expérience professionnelle ou leurs études antérieures, ainsi que du temps réduit qu'ils peuvent consacrer à leurs études à horaire décalé. En outre, les enseignants coordonnent leurs cours afin d'assurer la meilleure complémentarité possible. Les assistants interviennent lors des cours, auxquels sont intégrés les exercices, pour limiter les séances de travaux pratiques. Un staff pédagogique et administratif dédié aux étudiants complète cet « écosystème » où règnent un esprit et des

valeurs particulières d'entraide et de collaboration. La création d'un département spécifique aux études à horaire décalé rend compte de cette réalité.

## Évolutions mais pas révolutions

Le Département connaîtra plusieurs évolutions. En 1998, le programme fête ses dix ans. À ce moment et en réponse à une demande des étudiants, la formation s'ouvre davantage à l'aspect « gestion » et devient la « Formation pour Adultes en Sciences Économiques et de Gestion » (FASSEG). Le programme 2.0 est le suivant : après un tronc commun de deux années, les étudiants choisissent une licence d'un an soit en économie, soit en gestion. Cela ne change pas fondamentalement dix ans plus tard malgré le passage à la « structure Bologne » : le bachelier, normalement de 180 crédits, peut être acquis en 120 crédits, et les licences deviennent des masters 60. Les masters 120, tant en économie qu'en gestion, suivent en 2015. Le fameux décret Marcourt et la réforme des passerelles amènent ensuite de nouveaux ajustements aux programmes et aux dispositifs pédagogiques, sans jamais parler de révolution cependant.

## Des émules

Et aujourd'hui ? Le caractère unique, l'accompagnement pédagogique et la dimension sociale de la formation namuroise sont conservés. L'équipe du Département, désormais appelé « HD éco-gestion », comprend sept professeurs, quatre assistants et collaborateurs didactiques ainsi que deux secrétaires, tous dédiés aux étudiants à horaire décalé, outre la conseillère pédagogique à la formation, Denise Van Dam, incontournable depuis 30 ans. Le bachelier, le seul du genre proposé en Fédération Wallonie-Bruxelles, permet à certains étudiants auxquels les passerelles sont refusées d'accéder au deuxième cycle. Quant aux masters justement, ils cartonnent. Au total, près de 200 étudiants se déplacent chaque semaine après leur travail pour suivre les cours du Département. Un engouement qui a d'ailleurs conduit à la création de programmes similaires dans d'autres disciplines, notamment en informatique et en droit. 30 ans et 700 diplômés plus tard, le projet des professeurs Deschamps et Mignolet reste on ne peut plus actuel.

François Delnooz

## CÉLÉBRATION ET TÉMOIGNAGES

Une centaine d'anciens du Département ainsi que des membres du personnel se sont retrouvés le 21 avril 2018 « en famille » dans une ambiance chaleureuse pour célébrer cet anniversaire. Entre des exposés académiques, un walking dinner et des activités festives, plusieurs alumni se sont exprimés sur leur parcours au Département. Ils ont tous témoigné du sérieux de la formation et de l'avancement qu'elle a permis dans leur carrière, de même que de l'esprit si spécial de collaboration qui la caractérise. Parmi eux, Laurence Leprince, de la promotion 2003, aujourd'hui Directrice de la Ville de Namur. Une interview de cette dernière, réalisée pour l'occasion, est d'ailleurs à lire sur le site des Alumni : [www.unamur.be/anciens](http://www.unamur.be/anciens).



# #UNamur

Pour en savoir plus :  
<http://nouvelles.unamur.be>



## Rencontre avec Raphaël Kapenda, étudiant en droit et Usain Bolt wallon



Raphaël Kapenda, étudiant à l'UNamur a été sacré Champion de Belgique universitaire d'athlétisme. Ce jeune Namurois de 19 ans pratique l'athlétisme à un niveau national et international. Il court principalement le 100 mètres et le 200 mètres. Chaque semaine, cela représente cinq fois deux heures d'entraînement qu'il faut concilier avec les cours, travaux pratiques, recherches en bibliothèque et préparations.

## Télévie, notre mobilisation

Le Recteur de l'Université de Namur, Naji Habra, et la Vice-Rectrice à la recherche, Carine Michiels, étaient sur le plateau de RTL-TVI ce samedi 21 avril pour la grande soirée de clôture de la 30<sup>e</sup> édition du Télévie. Ils ont remis un chèque de 20 100 € à la recherche menée contre la leucémie et le cancer chez l'enfant et chez l'adulte.



## Le tout premier géopark belge



Vincent Hallet, professeur en géologie à l'UNamur, a contribué avec une équipe de chercheurs francophones à la création du tout premier Géopark belge : le Géopark Famenne-Ardenne. Ce dernier vient d'être reconnu par l'UNESCO.

## L'expertise de Nathalie Colette-Basecqz en France

Nathalie Colette-Basecqz, professeure à l'Université de Namur, est invitée en tant qu'experte en droit pénal ce jeudi 3 mai 2018 à la Commission nationale consultative des droits de l'homme à Paris pour y être auditionnée au sujet des abus sexuels sur les mineurs.



© Geoffroy Libert

## Une avancée dans la recherche de pointe menée en langue des signes

Grâce à un financement important du Fonds Baillet Latour, une équipe multidisciplinaire développe actuellement à l'UNamur un nouvel outil informatisé : un dictionnaire bilingue contextuel français-langue des signes. Celui-ci, issu des recherches les plus récentes menées en linguistique de la langue des signes et en informatique, est destiné à un large public (les enfants sourds, leurs familles, leurs enseignants, les traducteurs ou encore les interprètes). Ce projet est mené notamment par Laurence Meurant (Faculté de philosophie et lettres) et Anthony Cleve (Faculté d'informatique).

## Maxime Gramme, le nouveau président de l'AGE



L'Assemblée Générale des Étudiants (AGE) a un nouveau président : il s'appelle Maxime Gramme, il étudie les mathématiques et il a une solide expérience dans l'animation et la représentation étudiantes. Maxime Gramme succède à Timoté Fallais.

## Vivre en ville impacte la taille des animaux : une étude publiée dans « Nature »

Une équipe internationale de chercheurs en écologie montre que l'urbanisation entraîne des changements de taille corporelle dans les communautés animales. Leurs résultats viennent d'être publiés dans la très prestigieuse revue scientifique « Nature ». Un article auquel a participé Karine Van Doninck professeure à l'UNamur et chercheuse au sein de l'URBE (Unité de Recherche en Biologie Environnementale et Évolutive), ainsi que Nicolas Debortoli, membre de l'Institute of Life-Earth-Environment (ILEE).

## Un nouvel observatoire d'astronomie



Avez-vous déjà remarqué la tour inachevée, située à côté du bâtiment de biologie, place du Palais du Justice? Actuellement en chantier, elle retrouvera bientôt sa coupole et accueillera dans quelques mois le nouvel observatoire astronomique de l'Université de Namur! Cadre idéal pour les travaux pratiques du cours d'astronomie, il permettra la réalisation de projets scientifiques et sera ouvert gratuitement au grand public, notamment aux élèves de la région. Pour soutenir ce projet: [www.unamur.be/soutenir/observatoire](http://www.unamur.be/soutenir/observatoire).

## L'UNamur s'engage aux côtés de la Fondation contre le Cancer



Cette année encore, l'Université de Namur sera partenaire du Relais pour la Vie, une initiative de la Fondation contre le Cancer. Les membres du personnel relèveront le défi de la course relais durant 24h et seront présents sur le site afin de participer aux différentes animations organisées les 22 et 23 septembre 2018 à Namur.



# Mathieu Billa

## LA PASSION DE L'HISTOIRE

Depuis 2014, Mathieu Billa dirige le Bastogne War Museum, le lieu de mémoire consacré à la Seconde Guerre mondiale qui a été créé à deux pas du Mardasson à Bastogne. Une formidable opportunité pour cet historien de 31 ans qui conjugue à la perfection travail et passion. Un parcours que Mathieu Billa nous fait découvrir, dix ans après avoir quitté les bancs de notre Université (promo 2008).

### Omalius : Pourquoi avoir choisi l'Université de Namur au moment de vos études ?

**Mathieu Billa :** À la fin de mes études secondaires, je ne savais pas si j'allais entamer mon parcours universitaire en Histoire à Liège, à Namur ou à Louvain-la-Neuve. Ma mère était davantage partisane de l'Université de Namur, car elle en avait entendu le plus grand bien. Après avoir été visiter les différentes villes et infrastructures, mon choix s'est porté sur Namur pour son côté convivial notamment.

**O. : Vous êtes originaire de La Roche-en-Ardenne, cité bien connue pour son château féodal et pour son musée de la Seconde Guerre mondiale. L'histoire a-t-elle toujours été importante pour vous ?**

**M.B. :** Dès mon enfance, j'ai été bercé par les récits d'anciens témoins relatant « l'Offensive Von Rundstedt » (*la contre-offensive allemande lancée en décembre 1944 afin de stopper la progression des forces alliées durant la Seconde Guerre mondiale*, NDLR). Cela m'a toujours intéressé et, petit à petit, s'est développée en moi une véritable passion pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Le choix de mes études s'est donc fait assez naturellement.

**O. : Quels souvenirs gardez-vous de votre passage à l'Université de Namur ?**

**M.B. :** J'en garde de nombreux souvenirs, et rares sont ceux qu'il est déplaisant de se remémorer : les blocus à la Bibliothèque Universitaire Moretus Plantin et dans le hall de la Faculté de médecine, en passant par les diverses activités et excursions dans le cadre des cours, sans oublier les nombreuses soirées au Bunker, dans les cercles, en kot ou avec la régionale de la LUX... Je me souviens particulièrement de la semaine « half-time » que nous avons organisée avec les historiens (*le half-time est une période festive célébrant la moitié du cursus universitaire*, NDLR). Je n'avais malheureusement pas pu participer à la « descente de cours » dans l'auditoire occupé alors par Axel Tixhon et les étudiants de 1<sup>re</sup> année de Bac tant les festivités avaient été intenses pour moi durant les jours précédents ! Actuellement, j'ai le plaisir de fréquenter le professeur Axel Tixhon non plus dans le cadre des cours, mais dans le cadre de projets de partenariats

entre le Bastogne War Museum et l'Université de Namur.

**O. : Quel a été votre parcours, depuis les études ?**

**M.B. :** Après l'université, j'ai fait une série de « petits jobs » en lien avec mes études... ou pas du tout. J'ai travaillé dans l'enseignement, pour le Mons Memorial Museum alors en construction, mais aussi comme chauffeur-livreur, serveur ou encore comme vendeur de fruits de mer à Oban, en Écosse. Je voulais apprendre l'anglais via l'immersion et j'ai donc voyagé six mois dans cette région et six mois aux États-Unis. Là-bas, j'en ai profité pour consulter des archives de l'armée américaine pour mon livre consacré à la vie des civils après la Bataille des Ardennes, mais aussi pour découvrir des musées d'histoire, rencontrer des vétérans de la Bataille des Ardennes ou des représentants de musées. Les enseignements tirés de ces voyages en pays anglo-saxons me sont toujours bien utiles aujourd'hui, puisque nous accueillons quotidiennement des visiteurs américains au Bastogne War Museum.

**O. : Comment êtes-vous devenu, en 2014, l'un des plus jeunes directeurs de musée en Belgique ?**

**M.B. :** Dès la fin de mes études, j'avais entendu dire qu'un nouveau centre de mémoire sur la Bataille des Ardennes allait ouvrir ses portes à Bastogne. Je me suis donné toutes les chances pour y être engagé, même si je ne m'attendais pas à obtenir le poste de responsable de site. Je ne remercierai jamais assez Benoît Remiche (directeur de la société Tempora, le gestionnaire du site pour le compte de la Ville de Bastogne) d'avoir fait confiance à un jeune historien sans expérience en management.

**O. : Quels sont aujourd'hui les défis d'un responsable de musée comme le Bastogne War Museum ?**

**M.B. :** Mon travail est davantage tourné vers le management que vers la recherche historique. Ma mission principale est de veiller à ce que le site soit toujours « bien tenu », fonctionnel et accueillant. À côté de cela, je dois m'assurer, avec l'équipe dont j'ai la responsabilité, que les objectifs qui nous sont assignés en termes de fréquentation du musée soient bien remplis. Pour le moment, nous sommes assez contents des résultats, le Bastogne War Museum ayant attiré plus

de 600 000 visiteurs depuis son ouverture en mars 2014. Pour les années à venir, il est prévu que des travaux de réaménagements extérieurs soient entrepris, de même que la construction d'une grande extension qui pourra accueillir des expositions temporaires, des colloques et événements en tout genre. Les travaux devraient débuter cette année afin de pouvoir déjà disposer de certaines infrastructures l'année prochaine, en vue du 75<sup>e</sup> anniversaire de la Bataille des Ardennes.

**O. : Les activités de reconstitution historique connaissent un succès croissant, tant en Belgique que dans les pays anglo-saxons. Comment expliquez-vous cet engouement, notamment auprès des jeunes ?**

**M.B. :** Les activités de « reenactment » sont en effet assez populaires. Le fait qu'elles mettent en scène le quotidien des militaires de l'époque à grand renfort d'équipement, d'armes et de véhicules fait peut-être leur succès. Il faut dire aussi qu'à tout âge, il est impressionnant de se retrouver face à un char ou un camion d'un autre temps en état de marche. Ces reconstitutions historiques sont donc intéressantes, car elles permettent au grand public d'appréhender certains éléments de l'Histoire. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit, à juste titre, de reconstitutions. L'erreur serait donc de s'imaginer que « c'était exactement comme cela ». Le contexte, les cadres mentaux et psychologiques notamment étaient bien différents...

**O. : Vous avez consacré vos recherches au sort des civils après la guerre, un point de vue rarement étudié. Est-ce une dimension que vous avez intégrée au sein du Bastogne War Museum ?**

**M.B. :** Au sein du parcours de visite, cet aspect n'a pas été délaissé. Deux des quatre principaux personnages qui guident le visiteur dans l'exposition sont des civils. De nombreux objets du quotidien sont par ailleurs exposés. C'est très enthousiasmant de travailler dans un lieu aussi passionnant pour moi !

Propos recueillis par  
Morgane Belin



**OMALIUS** 

OMALIUS est le magazine de l'Université de Namur. Il est diffusé à 7 000 exemplaires. Les articles ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation écrite de l'auteur et avec la mention de la source. Certains titres sont de la rédaction.



IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

### Rédaction

Sophie Arcq, Noëlle Joris, Morgane Belin et François Delnooz.

### Service communication

Rue de Bruxelles 53 - 5000 Namur - Tél. 081 72 50 58

### Abonnement et changement d'adresse

communication@unamur.be  
Tél. 081 72 50 32

**Graphisme et impression**  
MWP (Charleroi)

### Comité de programmation

Annick Castiaux (Présidente), Jean Delvaux, Karin Derochette, Marie-Aline Fauville, Benoît Frenay, Esther Haineaux, Catherine Lambert, Carole Payen, Robert Queck, Laura Rizzerio.

### Directeur de publication

Olivier Hostens

### Éditeur responsable

Naji Habra, recteur de l'Université de Namur  
(61 rue de Bruxelles - 5000 Namur)